

28 janvier 2014

Gaz de Houille :

« Nous quittons cette mission d'enquête qui est un contresens historique, nous ne cautionnons ni la méthode ni le contenu »

Diligentée en mai 2013 afin d'étudier les potentialités d'une exploitation de gaz de couche, la mission d'enquête ne nous semble pas satisfaisante. Confrontés à des problèmes de méthode et des contradictions sur le fond, **les élus EELV du Conseil régional NPDC quittent cette mission et rejettent les conclusions qu'elle présentera.**



Pour Jean-François Caron, Président du groupe EELV au Conseil régional, cette mission d'enquête est un « **contresens historique et politique** » à l'heure où la France et l'Union européenne misent sur une réduction des gaz à effet de serre et où le Conseil régional s'engage dans la troisième révolution industrielle avec le Master Plan de Jeremy Rifkin. Pourtant, il a le sentiment que « *les élus écologistes ont largement joué le jeu* » mais, le **parti pris de la mission d'enquête** présidée par M. Bertrand Péricaud (PC), qui ne se cache pas de vouloir gagner « *la bataille du gaz de houille pour notre région* », nuit aux échanges nécessaires sur les risques liés à l'exploitation du gaz de couche. Conflit d'intérêt des sociétés contactées, indépendance relative des experts, absence de transparence des analyses scientifiques... Sont autant de freins à la qualité de l'enquête sur une potentielle exploitation du gaz de couche.

La visite de terrain en Lorraine le 22 janvier dernier a ainsi renforcé nos craintes. Après un an d'exploration, les riverains comme les élus du Conseil régional de Lorraine n'ont pas plus de réponses à leurs questions. **L'opacité** qui règne autour des activités de la société EGL en Lorraine **nous amène à rejeter l'exploration comme l'exploitation du gaz de couche dans notre région.**

Emmanuel Cau, Vice-Président en charge de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Plan Climat, après avoir adressé 2 courriers sollicitant une meilleure qualité des échanges, estime que « *les impacts environnementaux à l'échelle locale comme globale ne sont pas traités ici, on est face à un déni de l'urgence d'un changement de paradigme* ». Face à la pauvreté des échanges sur les risques environnementaux (liés au pompage d'eau et de gaz en haute profondeur, aux migrations de gaz, aux affaissements de terrain...) et à la faiblesse des preuves apportées sur la plus-value économique et la création d'emplois, **le groupe EELV refuse de cautionner** les conclusions de cette mission.

« *Dans un communiqué de presse du 21 septembre 2012* », rappelle Sandrine Rousseau, Vice-présidente Recherche et Enseignement supérieur, « *le niveau national du PC a bien compris la contradiction de vouloir utiliser jusqu'à la dernière goutte de gaz ou de pétrole. Notre seule option politique est de se tourner massivement vers les énergies renouvelables comme le rappelait le Ministre Philippe Martin le 24 janvier dernier* ». C'est pourquoi le groupe EELV a proposé une **mission d'enquête sur le potentiel géothermique** de notre région, présidée par Emmanuel Cau, afin d'évaluer la possibilité de substituer des centaines de milliers de tonnes d'équivalent pétrole pour la production d'électricité et le chauffage de logements et bureaux.

Le groupe EELV du Conseil régional, face à l'incohérence d'étudier une nouvelle source d'énergie carbonée et à la méthodologie discutable mise en œuvre dans cette mission, mais aussi compte tenu des impacts environnementaux et sanitaires que l'exploitation du gaz de couche comporterait, propose d'étudier une option plus raisonnable, la géothermie, et quitte la mission d'enquête sur le gaz de houille.

Contacts Presse :

Emmanuel CAU – Vice-président en charge de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Plan Climat – tél. 06 72 01 00 45

Amélie BON – Assistante Communication du groupe EELV au Conseil régional – am.bon@orange.fr / tél. 03 28 82 55 89 / 06 77 67 05 27